



Le Puy, le 2 octobre 2012

CTL 2 octobre 2012

Déclaration Liminaire

Monsieur le Président,

Le gouvernement a présenté son projet de budget pour 2013.

Sans surprise, le ministère des Finances qui ne fait à présent plus partie des ministères officiellement prioritaires, poursuit sa cure d'austérité engagée sous les gouvernements précédents : **2353 emplois supprimés** en 2013, une énième **réduction des crédits de fonctionnement de 4,6%**!

Même si, à cette date, nous n'avons pas connaissance des « arbitrages » entre directions, il ne fait nul doute que la Direction Générale des Finances Publiques, emblème de la RGPP, va être encore une fois en première ligne pour passer à la moulinette. La RGPP, c'est fini, nous a-t-on affirmé ! Qu'aurait-elle été si elle s'était poursuivie ?

Le maintien des suppressions d'emplois au nom de la sacro-sainte réduction des dépenses publiques va se traduire par **le non-remplacement de 3 agents sur 4** dans notre administration. Cette politique assassine contribuera un peu plus à la dégradation accélérée du service public et de l'exercice des missions, de plus en plus difficilement acceptable pour les usagers comme pour les personnels.

La **réduction du nombre des trésoreries**, programmée pour 2013, éloignera encore plus les usagers, notamment ceux, fragilisés par la crise, qui en ont le plus besoin.

Les traitements des fonctionnaires vont subir, une année encore, le gel du point d'indice, contribuant à l'aggravation de la perte de confiance et à la démoralisation des agents de l'Etat.

C'est sans doute ce que certains désignent sous le vocable de changement. En tout cas, pour Force Ouvrière, cette politique est la traduction, sinon d'une certaine continuité, du moins de la mise en œuvre du traité européen de stabilité, de convergence et de gouvernance qui impose comme seule solution à la crise de l'ensemble des économies européennes, des plans d'austérité à répétition supportés d'abord par les salariés.

Le seuil de l'intolérable est atteint ! Les personnels de notre administration sont non seulement démotivés, mais plus encore, écoeurés par le sort qui leur est réservé.

Force Ouvrière 43 s'inscrit totalement dans la campagne de pétition nationale lancée par tous les syndicats des Finances Publiques qui exige, d'une part, le respect, par le ministre délégué au budget, du **plan de qualification 2012** que le gouvernement a remis en cause unilatéralement lors de la CAPN de catégorie B du 13 septembre, et **l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois**, d'autre part.

Pour sa part, Force Ouvrière DGFIP considère que **cette pétition ne constitue qu'une première étape de la mobilisation pour faire aboutir ces revendications**. FO DGFIP revendique également :

- L'arrêt des diverses restructurations et réformes en cours ; services de l'enregistrement et de la publicité foncière, restructuration du réseau comptable...
- la suppression du jour de carence,
- l'accès linéaire au 8^{ème} échelon du C,
- l'arrêt de la baisse programmée des crédits de fonctionnement dans le budget 2013.

Les représentants du personnel Force Ouvrière sont enfin légitimement inquiets de la situation des crédits de fonctionnement des services de notre département. Ils ont été réduits de plus de 6% en 2012 par rapport à 2011, année déjà extrêmement tendue en matière de gestion.

La nouvelle ponction de 3,71% subie par l'ensemble de notre administration lors du collectif budgétaire du mois de juillet pour alimenter les ministères prioritaires, nous amène à vous poser la question suivante pour laquelle nous souhaitons une réponse franche et sans détour: vos services sont-ils en mesure de régler toutes les dépenses courantes d'ici la fin de l'année, ou bien **allez- vous vous trouver, dans un avenir plus ou moins proche, en cessation de paiement?**